

ASSEMBLÉE NATIONALE

28 mars 2025

ASSURER LE DÉVELOPPEMENT RAISONNÉ ET JUSTE DE L'AGRIVOLTAÏSME - (N° 1179)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 19**

présenté par
M. Jean-Pierre Vigier et M. Brigand

ARTICLE 2

I. – À la fin de la première phrase de l'alinéa 2, supprimer les mots :

« et la parcelle agricole délimitée par l'installation agrivoltaïque ne peut excéder 30 % de la surface agricole utile de cette exploitation ».

II. – En conséquence, supprimer la deuxième phrase au même alinéa 2.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement supprime le plafond de 30 % de l'exploitation agricole consacré à l'agrivoltaïsme, une contrainte injustifiée et contre-productive.

Ce seuil ne ferait que réserver l'agrivoltaïsme aux plus grandes exploitations en rendant les projets non rentables pour les plus petites.

En cumulant avec la règle de couverture maximale de 40 % des parcelles, on limite en réalité l'installation des panneaux à seulement 12 % de la surface d'une exploitation. Cela signifie qu'une ferme de 20 hectares ne pourrait accueillir qu'1 à 2 MWc, bien en deçà du seuil de rentabilité, tandis qu'il faudrait 166 hectares pour atteindre le plafond de 10 MWc prévu par ailleurs.

Cette disposition est inutile pour préserver la production agricole et surtout contre-productive, car elle exclut de fait les petites exploitations et certaines filières comme le maraîchage, alors que des dérogations sont prévues pour la viticulture et l'arboriculture. Plutôt que de multiplier les contraintes injustifiées, il faut faire confiance aux acteurs locaux pour décider des projets les plus pertinents sur leur territoire.